

## UNE DÉLÉGATION DE MAASAÏ RENCONTRE DES DIRIGEANTS EUROPÉENS POUR METTRE FIN AUX EXPULSIONS FORCÉES ET VIOLATIONS DE LEURS DROITS HUMAINS EN TANZANIE

**19.05.2023, Une délégation de haut niveau composée de représentants des Massaï entamera une tournée en Europe en mai, à la recherche d'un soutien international pour mettre un terme aux expulsions forcées et aux violations des droits humains dont est victime le peuple massaï en Tanzanie.**

Les Massaï vivent depuis des générations dans l'écosystème du Serengeti en Tanzanie et ont façonné et protégé ces territoires, en préservant la faune, la flore et la biodiversité dans des espaces comme Loliondo, la zone de conservation du Ngorongoro et l'actuel parc national du Serengeti. Cependant, ils ont été systématiquement marginalisés et violemment expulsés de leurs terres ancestrales pour faire place à des projets de conservation, de tourisme et de chasse aux trophées, ce qui constitue une grave violation de leurs droits humains et constitutionnels. Cela s'est également fait avec le soutien d'ONG de conservation comme la Frankfurt Zoological Society (FZS) et de financements européens.

Ces dernières années, le gouvernement tanzanien mène une campagne brutale contre les Massaï qui se caractérise notamment par des expulsions forcées qui ont déjà touché des dizaines de milliers de Massaï dans diverses régions. En 2022, les expulsions des Massaï à Loliondo pour faire place à un projet de tourisme et de conservation se sont caractérisées par une violence extrême. Le gouvernement tanzanien a également paralysé la disponibilité et l'accès aux services sociaux vitaux, tels que les services de santé à Ngorongoro, afin de forcer les Massaï à quitter leurs terres.

Les gouvernements européens, l'Union européenne et les ONG de conservation comme FZS participent directement ou indirectement à des projets de tourisme et de conservation en Tanzanie, y compris dans le district de Ngorongoro. La délégation se rendra donc en Allemagne, en Autriche et au siège des institutions européennes à Bruxelles pour faire part de ses préoccupations. Son objectif est de s'assurer que ces entités prennent des mesures pour respecter et promouvoir les droits des Massaï et empêcher que leur soutien financier au gouvernement tanzanien ne permette de nouvelles expulsions forcées et des violences.

La délégation massaï insiste sur la nécessité de changer le modèle de tourisme et de conservation actuel, qui promeut la vision selon laquelle la protection de la nature ne peut se faire qu'en l'absence de toute présence humaine. Dans de nombreux pays, les peuples autochtones sont expulsés au nom de la conservation et leurs moyens de subsistance sont détruits, comme c'est le cas pour les Massaï. La délégation demande aux institutions européennes et aux États membres de cesser de financer des projets de tourisme et de conservation qui violent les droits humains et de veiller à ce que les partenariats internationaux respectent et contribuent pleinement au respect des droits humains et des droits territoriaux.

La délégation massai espère qu'en sensibilisant à ces questions et en obtenant un soutien international, elle pourra contribuer à mettre un terme aux expulsions forcées et aux violations des droits humains dont leur peuple fait l'objet en Tanzanie. Elle veut aussi montrer les côtés sombres de l'industrie touristique et corriger les idées fausses sur la conservation qui ont des conséquences dévastatrices sur leurs terres et leurs vies. Le mode de vie traditionnel des Massai n'est pas incompatible avec la protection de l'environnement. Au contraire, les Massai entretiennent et préservent la nature et la biodiversité – à condition qu'ils soient libres d'accéder à ses terres et de s'y déplacer.

## Notes aux rédacteurs :

### 1) Pour les demandes de renseignements des médias, veuillez contacter :

- Edward Porokwa, Forum PINGO, +255 754 479 815, [eporokwa@pingosforum.or.tz](mailto:eporokwa@pingosforum.or.tz)
- Joseph Oleshangay, Human Rights Lawyer, +255 769 637 623, [joseshangay@gmail.com](mailto:joseshangay@gmail.com)
- Martin Lena, Survival International, +33 142 41 47 62, [ml@survivalinternational.fr](mailto:ml@survivalinternational.fr)

### 2) Informations générales sur le conflit et les exigences des Massai :

- [Community opinions on socio-economic, cultural & ecological status in Ngorongoro](#)
- [Tanzania: Maasai Forcibly Displaced for Game Reserve](#)
- [Tanzanie : Des milliers de Massai ont fui – des dizaines de blessés et d'arrestations lors d'expulsions au nom de la chasse aux trophées et de la "conservation" de la nature](#)
- [Lettre ouverte de Survival International au directeur exécutif de la Frankfurt Zoological Society](#)
- Le gouvernement tanzanien a récemment publié un document niant le statut de peuple autochtone des Massai, afin de justifier les violations de leurs droits et le vol de leurs terres. [Dans une déclaration publique, les Massai de Tanzanie démontent ces allégations et dénoncent cette atteinte grave à leurs droits.](#)

Le Forum des [organisations non gouvernementales autochtones pastorales \(PINGO's Forum\)](#) est une coalition de défense des droits de 53 organisations de peuples autochtones travaillant en Tanzanie pour les droits des communautés autochtones pastorales et de chasseurs-cueilleurs marginalisées. Il a été créé en 1994 par six organisations d'éleveurs et de chasseurs-cueilleurs dans le cadre de leur lutte pour les droits fonciers et le développement.

La délégation Massai en Europe est soutenue par un groupe d'ONG et d'organisations de la société civile solidaires du peuple Massai de Tanzanie. Ces organisations s'efforcent de

sensibiliser l'opinion publique, d'encourager la solidarité internationale et de donner une plateforme aux Massaï qui sont criminalisés. Elles plaident en faveur de changements politiques qui permettront aux communautés Massaï de vivre en harmonie avec leur terre et leur faune, sans expulsions forcées ni violations de leurs droits humains.

